

# Fermons les zones d'attente !

**L'enfermement aux frontières doit cesser. Le triptyque « trier, enfermer, expulser » ne saurait tenir lieu de politique migratoire.**

Les autorités françaises enferment chaque année des milliers de personnes qui se présentent aux frontières pour entrer en France ou sur le territoire européen. Les lieux dans lesquels elles sont enfermées sont appelés zones d'attente (ZA). L'immense majorité n'en sort que pour être renvoyée dans son pays de provenance.

En zone d'attente, on applique un triptyque : trier, enfermer, expulser. Les personnes arrivent aux frontières. La police les intercepte à la sortie de l'avion, du bateau, du train, à pied ou en voiture. Si les conditions d'entrée ou de séjour ne sont pas réunies, on trie, on enferme, on renvoie. Si les personnes demandent l'asile, on trie, on enferme, on renvoie. Si la police estime que les personnes représentent « un risque migratoire », on trie, on enferme, on renvoie. Adultes et enfants. En famille ou seuls. Peu importe, ils sont enfermés.

Cette politique migratoire délétère a été façonnée au fil des ans par un discours politique modifiant peu à peu le vocabulaire relatif aux personnes étrangères. Son objectif : exciter les peurs et instiller dans l'opinion publique l'idée que les étrangers représenteraient un danger.

La méthode est simple et redoutable. D'une part, brouiller les réalités des migrations par un vocabulaire anxiogène (« submersion migratoire », « appel d'air », « grand remplacement »). D'autre part, construire l'illusion du contrôle en enfermant derrière des barbelés et sous l'œil de la police celles et ceux que l'on a désignés comme étant un danger en puissance ou en devenir.

## Autopsie d'une zone d'attente

La zone d'attente, c'est le confinement des indésirables à la frontière. Ce n'est pas encore la France, bien que la législation française s'y applique et qu'elle se situe sur le territoire national. C'est un obstacle supplémentaire dans le parcours migratoire. C'est un lieu où des personnes interceptées à la frontière sont enfermées le temps nécessaire à leur renvoi ou plus exceptionnellement à leur admission sur le territoire français.

C'est un espace clos de surveillance, de contrainte et de privation de liberté pour les empêcher de pénétrer sur le territoire. A leur arrivée en ZA, on leur confisque leur passeport et leur smartphone. Pour téléphoner à un avocat, à une association ou à des proches, il faut payer des cartes de téléphone.

Quatre murs, des grillages, des barbelés, des grilles anti-évasion et des caméras de surveillance, le bruit des avions qui décollent, des trains ou des bateaux qui repartent. Voilà à quoi ressemble une zone d'attente. L'attente, c'est la combinaison d'une triple incompréhension pour les personnes migrantes. L'incompréhension face à des lois, des procédures et une langue qu'elles ne connaissent généralement pas ou peu. L'incompréhension face aux droits qui ne leur sont pas ou insuffisamment expliqués. L'incompréhension face à la punition que représente l'enfermement par rapport au non-respect supposé des règles de franchissement des frontières et/ou de séjour en France. L'attente, c'est enfin l'angoisse d'être à tout moment renvoyé de force, parfois avec violence, vers un pays que l'on a quitté.

Être enfermé en zone d'attente, c'est être confronté quasiment tous les jours aux situations suivantes : ne pas pouvoir se soigner, ne pas manger à sa faim, dormir dans des locaux insalubres ou aux conditions d'hygiène dégradées, voir la police refuser d'enregistrer sa demande d'asile, n'obtenir aucune information sur ses droits et sa situation précise, ne pas avoir accès à un interprète ou un avocat, être renvoyé sans voir un juge, souffrir de stress post-traumatique, surtout pour les enfants, faire une fausse couche à un stade avancé de grossesse sans assistance médicale. Être enfermé en zone d'attente, c'est aussi parfois être stigmatisé, victime de propos racistes, sexistes et LGBTphobes, de pressions, d'intimidations et de violences. Être enfermé à la frontière, notamment entre la France et l'Italie, c'est aussi, parfois, être victime de détention arbitraire. Enfin, être enfermé en zone d'attente, c'est parfois finir en prison car on a refusé d'être renvoyé dans un pays que l'on a fui.

**« Qu'il soit mis fin à cette honte ! »**

Depuis 30 ans, l'Anafé apporte une assistance juridique à des personnes enfermées en ZA. Notre constat est sans appel : il est illusoire de penser qu'on peut enfermer des personnes en respectant leur dignité et leurs droits. Les priver de liberté aux frontières, c'est générer des souffrances et de la violence. Par leurs pratiques, les autorités françaises violent quotidiennement les droits fondamentaux au nom d'une obsession de l'enfermement. Les politiques migratoires actuelles sont inefficaces et mettent en danger les personnes exilées en les condamnant à emprunter des routes dangereuses et mortelles.

Nous appelons donc à résister aux discours et aux logiques sécuritaires. Résistons aux tentations d'un recul toujours plus grave des droits fondamentaux ! Résistons aux injonctions quotidiennes du « tout enfermement » !

Nous appelons à refuser le Pacte européen sur la migration et l'asile qui entend exporter le modèle de la zone d'attente française à toutes les frontières extérieures de l'Europe. Rompons avec les politiques européennes d'enfermement !

Se mobiliser contre l'enfermement administratif des personnes étrangères est devenu une nécessité pour garantir leur sécurité, leur santé physique et mentale, voire leur vie. C'est aussi une nécessité civique et politique. L'abolition de l'enfermement des étrangers est un prérequis indispensable à toute politique migratoire qui respecterait enfin les valeurs démocratiques et humanistes de la France. La liberté, l'égalité et la fraternité ne sont pas compatibles avec les logiques de mise à l'écart, d'invisibilisation, de stigmatisation et d'enfermement d'enfants et d'adultes étrangers.

Qu'il soit mis fin à cette honte !

**Retrouvez la tribune sur Libération.**

**Premiers signataires :**

***Personnalités***

Alexandre Moreau, président de l'Anafé

Carina Aaltonen, présidente d'Emmaüs Europe

Michel Agier, anthropologue - directeur d'études à l'EHESS

Arié Alimi, avocat au Barreau de Paris - membre du bureau national de la LDH

Patricia Allio, metteuse en scène - réalisatrice

Anne-Laure Amilhat Szary, géographe, Université Grenoble Alpes

Manon Aubry, députée européenne

Clémentine Autain, députée LFI

Bertrand Badie, professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris

Etienne Balibar, philosophe - professeur honoraire

Yves Ballard, bénévole Cimade IDF - membre du Conseil régional

Marie Bassi, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Nice Côte d'Azur (ERMES)

Fayçal Ben Abdallah, présidente de la Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives (FTCR)

Fatima Benomar, militante féministe membre de #NousToutes

Marie-Jo Bernardot, co-fondatrice du collectif Désinfox-Migrations - autrice – vice-présidente de l'association GNIAC

Stéphanie Besson, Tous Migrants

Amélie Blanchot, membre de l'Anafé

Alima Boumediene Thiery, avocate

William Bourdon, avocat

Vincent Brengarth, avocat

Mathilde Buffière, membre de l'Anafé

Sylvie Bukhari-de Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire

Evelyne Caduc, membre de l'association des ami.e.s de la Roya

Claude Calame, directeur d'études, EHESS, Paris - conseil scientifique et commission migrations d'ATTAC - section EHESS de la LDH

Laurent Cantet, cinéaste

Damien Carême, député européen

Fanélie Carrey-Conte, secrétaire générale de La Cimade

Cécile Casagrande

Barbara Cassin, philosophe

Monique Chemillier-Gendreau, professeur émérite de droit public et de sciences politiques à l'université Paris-Diderot

Mouhieddine Cherbib, président du Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)

Chantal Chesnel, membre de RESF

Olivier Clochard, géographe Migrinter / Migreurop

Maxime Combes, économiste

Marie Cosnay, autrice

Annick Coupé, porte-parole d'ATTAC

Pierre Cours-Salies, sociologue - professeur émérite - membre d'Ensemble !

Muriel Cravatte, cinéaste

Michel Croc, membre de l'Anafé

Jean-Michel Delarbre, membre du Comité central de la LDH - co-fondateur du RESF

Catherine Delanoë Daoud, avocate

Rokhaya Diallo, autrice - réalisatrice

Bernard Dreano, président du CEDETIM

Jean-Pierre Dubois, président d'honneur de la LDH

Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France

Morgane Dujmovic, géographe à Aix-Marseille Université - membre de Migreurop

Philippe Dupourqué, président du Groupe accueil et solidarité

Didier Eribon, philosophe

Elsa Faucillon, députée PCF

Geni Favre, membre de la LDH  
Didier Fassin, professeur de sciences sociales, Institut d'étude avancée de Princeton  
Eric Fassin, professeur de sociologie, Université Paris 8, Institut Universitaire de France  
Georges Fournier, président de la Maison de l'Hospitalité Martigues  
Jeanine Fradin  
Odette Furois, présidente de Education.World 86  
Kaltoum Gachi, coprésidente du MRAP  
Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre France  
Jacques Gaillot, évêque de Partenia  
Anne Gaudron, militante Ligue des droits de l'Homme  
Camille Gendrot, juriste - membre de l'Anafé  
Dominique Genevoix, présidente RESF 61  
Bérénice Geoffray, présidente de Thot  
Linda Germain, membre de la Maison de l'Hospitalité de Martigues  
Odile Ghermani, Ligue des Droits de l'Homme - membre du conseil d'administration de l'Anafé  
Guillaume Gontard, sénateur et président du groupe Ecologistes au Sénat  
Augustin Grosdoy, président honoraire du MRAP  
Félix Guyon, délégué général de Thot  
Odile Hélier, anthropologue  
Cédric Herrou  
Jean-Pierre Huveteau, membre de l'Anafé  
Louis Imbert, doctorant à l'Ecole de droit de Sciences Po - membre du conseil d'administration de l'Anafé  
Pierre Jacquemain, journaliste  
Agnès Jaoui, cinéaste - comédienne  
Morgan Jasienski, coresponsable de la commission immigration et cofondateur de la commission  
prévention, sécurité et tranquillité publique d'EELV  
Marion Jobert, avocate et présidente de Kâli  
Robert Joumard, membre d'ATTAC-démocratie  
François Journet, psychiatre  
Abderrazak Kitar, président de l'association Générations Solidaires  
Geoffroy de Lagasnerie, philosophe  
Myriam Laïdouni-Denis, élue régionale Auvergne Rhône Alpes - co-fondatrice de ANVITA  
Gaetane Lamarche Vadel, La Cimade Batignolles  
Denis Laurent, membre de Tous Migrants et de RESF94  
Harmonie Lecerf, adjointe au maire en charge de l'accès aux droits et des solidarités de Bordeaux  
Michèle Leclerc-Olive, ARTeSS-IRIS-CNRS-EHESS  
Loïc Le Dall, Président de Défends ta citoyenneté Emmaüs Roya  
Sophie Leleu  
Cécile Louchon, membre de la Maison de l'Hospitalité Martigues

Edouard Louis, écrivain  
Chowra Makaremi, anthropologue - chercheuse au CNRS  
Brigitte Maraine  
Philippe Marlière, professeur d'université  
Jean-Jacques Masot-Urpi, éditeur  
Gustave Massiah, membre du Cedetim - membre du Conseil international du Forum Social Mondial  
Nina Meurisse, actrice  
JB Meybeck, illustrateur, graphiste, auteur de BD et de livres jeunesse  
Mireille Michard  
Gérard Mordillat, cinéaste et écrivain  
Héloïse Nio, cofondatrice de Thot  
Danièle Obono, députée LFI  
Jeanne Parreau, enseignante retraitée  
Nathalie Péré-Marzano, présidente de l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle  
Evelyne Perrin, STOP PRÉCARITÉ  
Pablo Pillaud-Vivien, responsable éditorial de Regards  
Swanie Potot, sociologue - directrice de recherche au CNRS - Unité de recherche Migrations et société (URMIS)  
Jean-François Quantin, coprésident du MRAP  
Carine Rolland, présidente de Médecins du Monde France  
Barbara Romagnan, ancienne députée  
Joël Roman, philosophe - essayiste  
Anne Rochette, artiste - enseignante  
Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, professeure, INALCO - directrice de recherche – Psychologue  
Malik Salemkour, président de la Ligue des Droits de l'Homme  
Sania, artiste peintre  
François Sauterey, coprésident du MRAP  
Xavier Sauvignet, avocat  
Camille Schmoll, Umr Géographie-cités - EHESS, Institut Convergences Migrations  
Fatna Seghrouchni, co-secrétaire de SUD éducation  
Pinar Selek, écrivaine - enseignante-chercheuse à l'Université Côte d'Azur  
Damien Simonneau, membre du Conseil d'administration de l'Anafé  
Jules Siran, co-secrétaire de SUD éducation  
Serge Slama, professeur de droit public, Université Grenoble-Alpes  
Anouck Soubeyran, membre du conseil régional Île-de-France de La Cimade  
Antoine Sueur, président d'Emmaüs France  
Christine Taillardat  
Arlette Tardy, présidente de l'ASTI ROMANS  
Jacques Testart, directeur de recherches honoraire de l'Inserm

Dominique Thibaud

Louis-Georges Tin, président d'honneur du CRAN

Emilien Urbach, journaliste

Nelly Vallance, présidente du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne

Arnaud Veïsse, directeur général du Comede

Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme, ancienne députée européenne

Martine Vinot

Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS

### **Organisations nationales**

Anafé (association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers)

ADDE

ADMIE

Ah Bienvenue Clandestin !

ANVITA

ARDHIS

ASDHOM (Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc)

ASGI

ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France)

ATTAC France

CGT

CISPM

Collectif national droits de l'homme Romeurope

Comede

Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)

Coordination nationale Pas sans Nous

Copaf (Collectif pour l'avenir des foyers)

CRID – Centre de Recherche et d'Information pour le Développement

EGM (États généraux des migrations)

Emmaüs Europe

Emmaüs France

Famille au grand cœur

FASTI

Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives (FTCR)

FSU

GAS (Groupe accueil solidarité)

Génération Solidaires

GISTI

IDD (Immigration Développement Démocratie)

Kâli

L'Auberge des Migrants

La Cimade

Le Paria

Les Ami.e.s des Femmes de la Libération

Les Amis de la Terre France

Ligue des droits de l'homme

Ligue de l'enseignement

Médecins du Monde France

Migreurop

Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)

MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)

MRJP (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne)

Observatoire citoyen du CRA de Oissel

OEE (Observatoire de l'Enfermement des Etrangers)

Paris d'exil

Recidev

RESF (Réseau éducation Sans Frontières)

RITIMO

Solidarité Migrants Wilson

Sud Education

Survie

Syndicat de la magistrature

Syndicat des Avocats de France

Syndicat National des Personnels de l'Educatif et du Social à la Protection Judiciaire de la Jeunesse (SNPES-PJJ/FSU)

Thanks for Nothing

Thot

Tous Migrants

UEE-Union des étudiants exilés

UJFP (Union juive française pour la paix)

Union syndicale Solidaires

Utopia 56

WATIZAT

## **organisations Locales**

AITE (Accueil Information de Tous les Etrangers)

AMDH Nord France  
AMDH Paris/IDF  
Amoureux au Ban Public de Lyon  
Assemblée Locale EGM 33  
Assemblée Locale EGM 46  
Assemblée Locale EGM 83  
Assemblée Locale EGM La Rochelle & Rochefort  
ASTI Aix-Marseille (Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés)  
ASTI Bordeaux  
ASTI Romans  
ATTAC 72  
AUDE Réfugiés Solidarité  
Bagagérue  
BOUGE-TOIT 66  
CAPDL (Collectif d'accueil du pays de Lorient)  
CARDAV (Comités pour l'Accueil des Réfugié.es en Drôme Ardèche Vaucluse)  
CCFD-Terre solidaire, délégation gironde  
CDDLE (Collectif de Défense des Droits et Libertés des Etrangers) de Besançon  
Cent pour Un à Surgères  
Cercle de Silence de La Rochelle (17)  
Cercle des voisins du CRA de Cornebarrieu  
CIBELE (Collectif Régional pour la Coopération Nord-Sud – Ile de France)  
Cercle de silence hazebrouck  
Collectif de soutien aux sans-papiers du Trégor (Lannion 22)  
Collectif de soutien psychologique aux migrants de Martigues (13)  
Collectif Migrants 17  
Collectif Migrants 83  
Collectif poitevin D'ailleurs Nous Sommes d'Ici  
Collectif Solidarité Palestine Ouest Étang de Berre  
Collectif "Tournefeuille sans papiers"  
Comité toulousain de pilotage du Cercle de Silence  
CSMG (Collectif de soutien aux migrants du Goëlo)  
CSP 75  
Education.World 86  
Emmaüs Roya  
Haut Var Solidarité  
ICARE 05 : Initiative Citoyenne pour l'Accueil de Réfugiés dans l'Embrunais  
La Cimade de La Sarthe  
LDH 94



LDH du Mans  
LDH de Martigues  
LDH de Montpellier  
Mediterranea Saving Humans Paris  
Min'de Rien, soutien aux jeunes étrangers isolés  
Planning Familial 06  
Salam Nord/Pas-de-Calais  
NPA sant Nazer 44 BZH  
Plateforme Migrants de Colomiers  
RESF  
RESF 03  
RESF 06  
RESF 11  
RESF 86 (Réseau éducation sans frontières de la Vienne)  
RESF 93  
Rosmerta  
Roya citoyenne  
SolEx Pessac (Solidarité avec les Exilés)  
Solidarité Migrants Graulhet (81)  
Uni.e.s Contre une Immigration Jetable (UCIJ) de Saint-Nazaire  
Union syndicale Solidaires 31  
Welcome-Francois-Serre